

Conseil régional
Groupe Droite et Centre de Bretagne
Kuzul Rannvro Breizh
Strollad Tu-dehou ha tu-kreiz eus Breizh

5^{ème} réunion du Conseil régional de Bretagne – Décembre 2014

Intervention de Madame Bernadette MALGORN

Conseillère régionale de Bretagne

Présidente du groupe « Droite & Centre de Bretagne »

Monsieur le Président, Chers Collègues,

Monsieur le Président, vous êtes le représentant de notre assemblée, vous devez être le défenseur de la Bretagne, de sa population, de son économie, de son territoire tel que l'histoire nous l'a légué et aussi de l'institution régionale elle-même.

Qu'avez-vous fait ?

Aujourd'hui, comme l'an dernier, l'institution régionale est bafouée par des Premiers Ministres qui ont pourtant voulu signer un pacte avec la Région dont nous sommes les légitimes représentants.

Ce pacte dit d'avenir, c'est vous qui l'avez signé, l'an dernier, avec Jean-Marc AYRAULT.

Vous avez pour cela obtenu, la veille, in extremis, un mandat d'une partie de votre majorité, puisque le vote sur ce pacte s'est traduit par 46 voix pour et 36 contre.



Sa préparation et sa mise en œuvre avaient été annoncées comme devant être plurielles et participatives.

Participative, si on le mesure par le nombre de réunions : sans doute. Par la prise en compte des opinions différentes de la vôtre : nullement.

Quant au caractère pluriel, votre groupe de suivi politique a certes été installé il y a un an. Nous y avons participé mais il ne s'est plus réuni depuis.

Tout se passe en dehors de l'assemblée régionale.

Et les gouvernements que vous soutenez et avec qui vous avez signé ce pacte, proposent une réforme territoriale censée renforcer l'institution régionale.

Les débats sont en cours au Parlement sur les compétences. Nous y reviendrons. Mais ils seront, dans deux jours, clos sur le découpage des régions qui est une véritable insulte aux réalités régionales et un mépris aux revendications bretonnes.

Les regroupements entre les régions qui n'en demandaient pas tant ou qui y sont carrément hostiles, montrent que le gouvernement ne s'est pas embarrassé du respect de la chose établie quand cela arrangeait ses intérêts partisans.

J'ai écouté tout à l'heure votre intervention. Vous sembliez vous féliciter d'avoir mis notre région à l'abri des conséquences de ce jeu du mécano régional du gouvernement. Peut-être ? Ce sera moins compliqué pour nous que pour le reste des 13 futures régions. Mais au prix de l'abandon de notre espérance de réunification. Pourquoi, si le gouvernement et le Président de la République étaient

prêts à tout bousculer, avoir traité par le mépris la revendication alsacienne par exemple et l'aspiration unanimement réitérée par notre assemblée d'une Bretagne à cinq départements ?

Et si d'aucuns prétendent que l'unanimité ne dépasse pas cette enceinte et il est vrai que nous avons vu des grands élus bretons ne pas se mettre tout à fait sur cette ligne là. Voilà bien un sujet sur lequel l'appel au référendum remplacerait avantageusement, les misérables découpages vespéraux.

Décidemment ce dont nous débattons ici ne parait pas émouvoir vos amis au gouvernement.

Monsieur le Président, vous êtes le porte-parole de notre institution, qu'avez-vous fait des espérances des Bretons ?

Vous nous avez proposé une autre voie en semblant adhérer à l'idée d'une assemblée de Bretagne.

Vous vous êtes offert une page dans la presse régionale sans que nous en ayons délibéré.

Nous avons voté un crédit de 72 000 € pour étudier ce nouveau schéma. Depuis, motus et bouche cousue. Nous continuons à rester dans l'ignorance des travaux financés par cette dotation.

Vous êtes plus audacieux pour court-circuiter l'assemblée régionale que pour faire valoir ses droits et ceux des Bretons auprès du Premier ministre : c'est devant notre assemblée qu'il aurait dû venir faire le bilan du pacte. Cela aurait été d'autant

plus facile que nous étions en session. Au lieu de cela, nous allons délibérer sur notre budget 2015 et d'autres sujets sans connaître les intentions actuelles du gouvernement vis-à-vis de la Bretagne.

C'est un déni de démocratie.

La démocratie ce n'est pas un vote tous les 4, 5 ou 6 ans et le monopole de la majorité dans l'intervalle.

C'est le débat avant le vote. Le débat et le contrôle après.

Ne venez pas alors vous plaindre de la désaffection des citoyens pour la chose publique et le leur tentation pour les extrêmes.

Nous ne sommes pas naïfs et nous avons bien compris que le déplacement du Premier ministre en Bretagne est une opération de communication politicienne bien orchestrée.

Comme par hasard, à quelques jours du premier anniversaire du Pacte, nous assistons à un défilé de ministres qui viennent cocher une à une les cases possibles de ce pacte.

Case sociale : le 4 décembre, c'est Michel SAPIN « *qui vient rassurer les patrons bretons* ».

Case numérique : le 5 décembre, c'est Axelle LEMAIRE qui vient officialiser le label « French tech » décroché par Rennes mais pas par Brest dont elle affirme « *qu'il va irriguer tout l'écosystème breton* ».

Case culture : toujours le 5 décembre, Fleur PELLERIN vient signer le « Protocole culture », qui n'a pas encore été présenté en assemblée, avec à la clé une fabuleuse aide de 410 000 € pour le livre et le cinéma. Protocole seulement en français : mar plij.

Case environnement : le 8 décembre, c'est l'installation en grande pompe de Conférence bretonne de l'eau et des milieux aquatiques qui entérine le financement de la politique de reconquête de la qualité de l'eau sur les crédits du FEADER.

Quant au ministre de la Défense, on ne compte plus ses déplacements en Bretagne, plus fréquents qu'au conseil régional, depuis qu'il a fait intégrer le pôle cyber défense dans le Pacte, reprenant ainsi une priorité du Livre blanc de 2008.

Vous-même, Monsieur le Président, vous devez jouer votre partition médiatique. Dans un article paru il y a quelques jours, vous devez assumer : le « *fil du dialogue avec les professionnels de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire était renoué* ». Pourtant au CESER, ces mêmes représentants nous rappelaient : « *Qu'orienter fortement le soutien vers l'agriculture biologique, les circuits courts reviendrait à ignorer l'histoire et la réalité de l'agriculture bretonne. Contrairement à certaines régions, l'autosuffisance n'a pas été l'orientation donnée à l'activité agricole* ». La confiance avec le monde agricole et agroalimentaire a bien été rompue avec des politiques comme la Nouvelle alliance qui saborde les fondements de notre modèle agricole. Vous persistez, on a eu une moment d'espoir avec Monsieur Le FOLL au début, mais non ! vous persistez conduisant ainsi notre agriculture dans le mur.

Dans le même article, vous allez même jusqu'à déclarer « *Il fallait un électrochoc consécutif aux sinistres économiques pour que nous prenions conscience de la nécessité de travailler tous ensemble* ». Quel aveu ! Cela fait quatre ans que dans cette enceinte l'opposition tire en vain la sonnette d'alarme en vous disant que tous les piliers de notre économie sont ébranlés. Vous et votre majorité ne nous écoutez pas. Vous attendez les catastrophes pour prendre conscience.

Les acteurs économiques le disent encore au CESER. Assez de pactes et de discours. « *Au-delà du déclaratif ou de l'intention, nous plaidons pour une vraie démarche de développement économique* ».

Car la Bretagne n'est malheureusement pas sortie de la crise, oui la crise financière de 2008 sur un fond de crise permanente depuis environ 30 ans Monsieur KARLESKIND ! Et si l'incendie de l'automne dernier a été éteint, les braises couvent toujours sous la cendre. Pas seulement dans le monde agricole où les filières volailles et porcines sont loin d'être tirées d'affaire, mais également dans le monde de l'entreprise, chez les artisans, les commerçants, qui ces derniers jours, ont redit leur ras le bol des normes et des réglementations.

Monsieur le Président, nous sommes inquiets de la manière dont vous, et vos amis socialistes au gouvernement, traitent la situation économique de la France et spécifiquement de la Bretagne. Ce n'est pas par de la communication, la multiplication des pactes ou de l'habillage institutionnel que l'on résoudra les problèmes quotidiens auxquels sont confrontés les Bretons. Partout, il y a un manque de lisibilité.

Au premier janvier, les nouvelles métropoles Rennes et Brest vont devenir réalité et devront passer des conventions avec les départements, les régions sur l'exercice de leurs nouvelles compétences.

Dans trois mois, les citoyens seront appelés à élire leurs conseillers départementaux sans connaître le sort de l'institution départementale.

Dans un an, les conseils régionaux seront renouvelés et nous ne savons toujours pas les contours des compétences qui nous seront dévolues.

Croyez-vous que ce micmac institutionnel va redonner confiance aux chefs d'entreprise ? Mais que vaut alors un Pacte ? avec qui ? quelle est la consistance de l'interlocuteur du gouvernement ? vous avez signé en bas du papier, mais au nom de qui, de quelles compétences, dans quel contexte, pour quel avenir... ? C'est bien pour cela que le Premier ministre choisit ses interlocuteurs, et ses interlocuteurs ce n'est pas nous ! La preuve en a été administrée l'an dernier, elle l'est de nouveau cette année.

Voilà des sujets sur lesquels nous aurions pu débattre, utilement dans un esprit républicain avec le Premier ministre.

Autre sujet de débat entre la Bretagne et le gouvernement. Qu'en est-il de l'affectation des crédits dégagés par l'Union européenne dans le cadre du plan d'investissements Juncker ? Le gouvernement aurait présenté 32 projets pour un montant de 48Mds d'€. Est-ce que nous, élus bretons, dans une région disposant d'atouts considérables, mais aussi de handicaps profonds dus à notre périphéricité, nous n'avons pas des propositions à faire au Premier ministre alors que la région Ile-de-France se mobilise pour obtenir des financements pour la liaison ferroviaire Charles-de-Gaulle Express, le projet de métro Grand Paris Express, la prolongation de la ligne E du RER vers la Défense ?

Monsieur le Président, il y a quelques jours vous vous êtes félicité des 517 M que l'Etat propose de contractualiser avec la Région dans le cadre du futur contrat de plan. Vous affirmez "*cela représente 84M d'€ par an contre 75M d'€ sur le*

plan précédent".

Heureusement vous avez mis quelques bémols à cette comparaison parce que je vous aurai renvoyé aux propos de votre prédécesseur Jean-Yves LE DRIAN, qui lors de la session du 29 mars 2007 se félicitait de ce qu'il avait pu arracher au méchant gouvernement de l'époque et placer ainsi la Bretagne dans le haut du tableau des régions françaises. Mais vous n'êtes pas à l'abri d'une nouvelle prolongation de l'échéancier de ce contrat comme dans le précédent.

Alors ? Qui faut-il croire, vous ou votre prédécesseur ?

Vous avez évoqué vous même le changement de périmètre.

Faut-il se réjouir de l'insertion du volet routier pour 145M€ précédemment financé hors contrat ?

Faut-il admettre que le volet ferroviaire qui est en baisse nous contraigne à en consacrer au minimum 40% pour la seule gare de Rennes ?

Faut-il se réjouir que les crédits de l'ANRU, le fameux 1%, soient imputés sur le contrat ?

De même que les Investissements d'avenir, le Plan Campus, le Plan Usine du futur, le Plan France très haut débit...

En territorialisant les crédits sectoriels de l'Etat, on fait apparaître une valeur faciale du Contrat en moindre réduction, mais avec des crédits fléchés. Alors on peut trouver ça avantageux en se disant que c'est garanti, on l'a verrouillé, on peut aussi encourir un risque supplémentaire car notre collectivité se lie les mains. Je ne voudrais pas reprendre les comparaisons de M. KARLESKIND parce qu'elles sont trop peu laïques pour être entendues dans une enceinte comme la notre, mais effectivement si des crédits du CPER sont en principe sanctuarisés, je n'irai pas faire appel à Saint-Pierre pour nous délivrer des liens dans lesquels nous nous mettons en

perdant ainsi des marges de manœuvres.

Alors oui, Monsieur le Président, au risque de vous déplaire, je réitère ce que nous avons dit. Non pas à l'annonce du Pacte d'avenir où nous nous sommes dit que peut-être le gouvernement avait compris qu'il y avait un problème spécifique de la Bretagne. Mais au niveau du contenu quand nous avons vu qu'en réalité ce Pacte n'était que de l'enfumage. Ce pacte n'est que l'agrégation du Contrat de Plan en baisse, des Programmes européens, du recyclage de ce quoi n'avait pas encore été versé, avec quelques crédits d'argent frais que nous avons estimés à 45M€. Et quand j'ai vu l'addition de ce que vous énumérez l'autre jour dans la presse, ô miracle si j'ose dire, nous arrivons pratiquement à 45M€ !

Nous ne sommes pas des partisans, loin de là de la dépense publique à tout crin. Mais à l'heure des additions, la vérité éclatera.

L'année dernière avec les bonnets rouges, nous avons crié "ré zo ré" top c'est trop. Trop d'impôts, trop de normes, trop d'embrouillaminis institutionnels.

Et depuis, nous avons eu droit à plus d'impôts, de nouveaux fatras réglementaires avec la pénibilité par exemple et un big bang institutionnel qui se résume en une complexification accrue du mille-feuille.

Nous savons que la France et la Bretagne ne sont pas sorties de la crise et qu'elles n'ont pas trouvé le chemin qui leur redonnera le rayonnement qu'elles doivent et peuvent avoir dans un monde en mutation.

Nous ne revendiquons pas, comme vous l'avez fait quand vous étiez dans l'opposition, toujours plus d'argent, toujours plus de dépenses publiques.

Nous savons que l'argent est rare, qu'il vient de la poche des contribuables qui n'en peuvent plus.

Mais nous vous reprochons de continuer à faire croire que l'on peut acheter la confiance des citoyens et en l'occurrence des Bretons avec des milliards plus ou moins virtuels.

Les opérations de communication en préparation au pacte témoignent d'un saupoudrage à visée clientéliste.

Ce que nous proposons nous, c'est de se concentrer sur quelques priorités :

- Le désenclavement de la Bretagne et son insertion dans les grands réseaux de transports européens, ferroviaires et autres. Nos entreprises en ont besoin pour créer des emplois notamment pour nos jeunes et nos diplômés.
- La consolidation de notre place dans la politique nationale de défense, notamment maritime. On attend toujours la décision qui devait être prise avant décembre 2013 pour la maintenance IPER des futurs sous-marins barracudas.
- Le soutien à une agriculture bretonne qui peut nourrir 30 millions de personnes et qui dont la vocation est nécessairement exportatrice sauf à disparaître.

C'est ainsi que l'on répondra au triple décrochage démographique, économique et territorial et que la Bretagne reprendra le cap du développement.